

Appel

Les délégués (es) de l'union confédérale des retraités (es) CGT, réunis en congrès à Tours du **9 au 12 décembre 2003**, s'adressent à tous les syndiqués (es) CGT.

Nos systèmes de protection sociale publics et privés sont en danger, leurs existences sont sérieusement menacées par le MEDEF, le gouvernement de droite, l'Europe libérale.

Nous avons besoin dans notre pays d'un haut système de sécurité sociale pour qu'il réponde aux besoins de toute la population.

Le 7ème congrès de l'UCR-CGT s'est prononcé avec force pour cette exigence.

Des luttes, comme celles du printemps dernier se développent. Des mobilisations de plus en plus fortes se heurtent au libéralisme qui dans sa recherche du profit maximum veut réduire tous les acquis sociaux datant de la libération, notamment la retraite et l'assurance maladie.

En Europe, de nombreuses manifestations s'organisent pour s'opposer au capitalisme ravageur. NON, l'action sur le devenir de la retraite n'est pas finie !

La solidarité doit être réaffirmée pour que les inégalités qui conduisent à jeter des populations entières dans la pauvreté, la précarité, le manque de soins cessent.

La catastrophe sanitaire lors de la canicule de l'été dernier est révélatrice de cette dégradation

générale de la protection sociale. Les retraités sont les premiers à en subir les conséquences.

La sécurité sociale est un acquis des luttes, elle peut devenir l'insécurité sociale... Ce serait inacceptable !

La France a besoin d'une politique sociale qui soit toute autre qu'une politique réduisant toutes les dépenses sociales.

Cela passe d'abord par l'emploi et le pouvoir d'achat.

La population retraitée va passer dans les vingt prochaines années de 20 à 30 % pour les plus de 60 ans. C'est une nouvelle donne qu'un état civilisé et de progrès doit prendre en considération.

Aux syndiqués(es)

La CGT revendique la retraite à 60 ans avec un taux de remplacement au moins égal à 75 % du salaire.

Pour les petites retraites, un minimum de retraite égal et indexé sur le SMIC.

Une revalorisation immédiate des pensions et retraites de 200 euros est nécessaire comme première mesure de rattrapage.

L'allongement de la durée de la vie exige une politique de proximité, de services publics à la hauteur de cette évolution de la population retraitée.

Le financement de la sécurité sociale doit être revu en conséquence en affectant une part plus grande de la richesse créée, notamment, dans le cadre de l'aide personnalisée en cas de

dépendance. C'est possible quand on sait qu'en 20 ans, 8 % du produit intérieur brut (richesses créées) a été accaparé au détriment du social par les actionnaires des grands groupes multinationaux.

Revoir le financement de la sécurité sociale est donc nécessaire.

Un syndicalisme fort impulsant la dynamique d'action s'impose pour le progrès social. L'unité d'action pour concrétiser ces objectifs doit être recherchée, construite avec ténacité.

L'UCR CGT avec ses syndiqués s'engage à en créer les conditions tant au niveau national qu'europpéen avec la Ferpa*. Celle-ci propose une initiative européenne concernant les retraités et la santé début avril.

Sans attendre le congrès mandate la nouvelle

direction pour décider au plan national d'une journée de défense du pouvoir d'achat, de la sécurité sociale dans le courant du mois de janvier 2004.

Les syndiqués (es) retraités (es) ont, aux côtés des actifs, toute leur place dans les mobilisations nécessaires pour l'avenir de la protection sociale solidaire.

Pour y parvenir, le congrès de l'UCR se fixe l'objectif de 200.000 syndiqués dans les 5 ans prochains, et de 100.000 lecteurs à " Vie Nouvelle ".

Les congressistes appellent tous les militants, tous les syndiqués à défendre les acquis et à conquérir de nouveaux droits.

*** Fédération Européenne des Retraités et Personnes Agées.**